

« Non à la « casse sociale » au profit de « l'économie de guerre »

20 mars 2025

Lettre ouverte du 20 mars 2025

Avec les annonces gouvernementales, le temps de la guerre et de sa préparation s'est brusquement accéléré ces dernières semaines. Nous assistons au retour du débat sur l'augmentation du budget militaire et le financement du secteur de l'armement. Face à cette accélération ne laissons pas la peur l'emporter sur la raison.

Venant d'un gouvernement qui refuse de taxer les plus riches, mettre en avant l'augmentation des dépenses d'armement n'est qu'un moyen de s'attaquer encore un peu plus à la Sécurité sociale et aux services publics. M. Bayrou ment quand il dit vouloir à la fois augmenter les budgets militaires et préserver notre modèle social.

L'utilisation de l'épargne populaire — Livret A et Livret de développement durable et solidaire — pour financer l'industrie de l'armement est revenue dans le débat.

Déjà en mars 2024, une forte mobilisation citoyenne s'était traduite notamment par [une tribune signée](#) par plus d'une centaine de responsables syndicaux, associatifs et politiques et de nombreux parlementaires pour s'opposer à l'usage de l'épargne des Français, pour financer l'industrie d'armement. Le Conseil constitutionnel a rejeté plusieurs dispositions législatives du projet de loi de finances 2024 prévoyant cette utilisation de l'épargne populaire.

La France s'enfonce dans une crise systémique avec 350 000 SDF et 2,7 millions de ménages en attente d'un logement social. Elle se traduit aussi par une régression des services publics qui porte atteinte à la cohésion sociale et territoriale. L'État doit, en urgence, dégager des moyens supplémentaires pour le logement, en particulier social. Il en va de même pour le financement de la transition écologique. À cet égard, il convient de mobiliser beaucoup plus

fortement les ressources du Livret A qui sont sous-utilisées.

D'autre part, nous sommes conscients des tensions de plus en plus dangereuses en Europe et solidaires du combat mené par le peuple ukrainien contre l'invasion de son territoire. Tout comme nous le sommes du peuple palestinien vis-à-vis de la colonisation qu'il subit.

Nous appelons à la mise en place d'un très large débat national en faveur d'un vivre ensemble qui prépare une paix juste et durable et ne vienne pas alimenter les prochaines guerres mais au contraire concoure au développement de la coopération entre les peuples.

Par cela nous entendons :

- privilégier une économie qui ne soit pas une « **économie de guerre** » susceptible d'alimenter une « **course aux armements** », notamment nucléaires, qui ne profiterait qu'au secteur de l'industrie de l'armement;
- privilégier une économie et une gestion des finances publiques aptes à susciter la cohésion nationale la plus large en veillant à sauvegarder notre modèle de société (valeurs démocratiques, services publics, systèmes de protection sociale, y compris les retraites ...). Emmanuel Macron appelle désormais la France à « **revisiter ses choix budgétaires** » en déclarant sans débat public préalable : « **On doit augmenter notre effort de guerre** ». Et cela au moment même où l'extrême-droite se nourrit de tous les errements politiques ...

Nous appelons toutes et tous les responsables des organisations associatives, syndicales et politiques (s'inscrivant dans l'arc républicain) à nous rejoindre pour mobiliser l'opinion publique et créer les conditions d'un débat national en faveur de la mise en place d'une paix juste et durable conforme à nos valeurs démocratiques et sociales.

Contact Presse : Patrice Bouveret - 06 30 55 07 09

Premières signatures :

Patrice Bouveret, Dir. de l'Observatoire des armements

Martial Passi, Mouvement de la Paix

Jean-Marie Collin, Dir. d'ICAN France

Roland de Penanros, Pdt de l'Université Européenne de la Paix

Serge Perrin et Robert Simon, Mouvement pour une Alternative Nonviolente (MAN)

Karina Knight Spencer Pdte, Stop Fuelling War

Jean-Marie Matagne, Pdt Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)

Pierre Jacquin Porretaz, Pdt A.D.N.(Agir pour le désarmement nucléaire)

Jacques Véron-Bocquel, représentant LDH au CA d'ICAN France

Edith Boulanger, Rédactrice en chef de la revue Planète Paix, membre du BN du Mouvement de la Paix

Yves-Jean Gallas, Pdt du conseil francilien et membre du BN du Mouvement de la Paix

Arlette Cavillon, Pdte Mouvement de la Paix Rhône

Christian Goron, Pdt de la Coordination des comités du Mouvement de la Paix PACA

Gérard Halie, Comité d'animation de l'ICAN France, BN du Mouvement de la Paix

Bernard Toussaint, Pdt du Mouvement de la Paix et du Collectif sans Frontières-Saintes

Alain Limousin, Comité départemental Indre-et-Loire du Mouvement de la Paix

Pierre-Olivier POYARD, membre du BN du Mouvement de la Paix

Brigitte Abel, Pdte Comité du Mouvement de la Paix de Montreuil 93

Vincent Drezet, Porte-parole d'Attac

Pierre Khalfa, Fondation Copernic

Dominique Plihon, économiste

Agnès Moussion, militante altermondialiste Attac

François Sauterey – coprésident du Mouvement contre le Racisme et pour l’Amitié entre les Peuples (MRAP)

Patrick Hallinger, Co-pdt Convergence Services Publics

Michèle Leflon, Pdte Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité

Gilles Pereyron vice-président Droit à l’Énergie SOS Futur

Jean-Baptiste Eyraud, Droit au Logement (DAL)

Hania Hamidi, Secr. Gen. de l’UNEF, le syndicat étudiants

Daniel ROME, Cerises la Coopérative

Valérie Lefebvre Haussmann, Secr. Gén. Fédération CGT des syndicats du personnel de la Banque et de l’assurance (FSPBA- CGT)

Alexandre Derigny, SG Fédération CGT Finances

Christian Mathorel – Secr. Gén. Fédération CGT des salariés des activités postales et de télécommunications (FAPT-CGT)

Martine Hervé, Secr. Gen. UFR CGT FAPT

Nicolas Galépides, Fédération SUD PTT

Evelyne Perrin, Présidente Stop Précarité

Laurent Caesar, Association Mouvement Utopia

Christian Pellicani, Pdt, et Christian Chasseau, Secr. du MNLE (Mouvement National de Lutte pour l’Environnement)

Jean-Philippe Gasparotto, Union des syndicats cgt du groupe Caisse des dépôts (USCD CGT)

Hugo Coldeboeuf, SG CGT-Banque de France

Bernard Dantec, CGT Caisse d’épargne IdF

Maryline Cosset, UGICT-CGT

Benoit Jamonneau, Secr. Gen. CGT Agents Territoriaux Ville, CCAS, La Roche-sur-Yon Agglomération et CIAS

Pascal Besson, Coordinateur adjoint CGT ATOS

Jean Michel Locufier, Sec Gén. UL CGT du Douaisi

Karine Classe, Secr. Gén. Syndicat CGT du Centre Hospitalier de Douai

Luc Dardenne, CGT Avranches

Catherine Vinet-Larie, retraitée CGT

Christian Delarue, syndicaliste UFR Finances CGT

Jennifer-Léonie Bellay, SNEPAP - FSU Justice

Michel Angot, syndicaliste retraité FSU Territoriale

Ghislain Gilot, ancien membre BN SNUEP-FSU

Christiane Le Pennec, retraitée SNES FSU

Lionel Allain, retraité FSU

Gérard Blancheteau, Secr. départemental Fédération Générale des Retraités Paris

Christian Khalifa, Pdt INDECOSA-CGT (National)

Eddie Jacquemart, Pdt CNL (National)

Jean-Pierre Dumartin, INDECOSA-CGT Landes

Raymond Latorre, INDECOSA-CGT Hautes-Pyrénées

Tan Nguyen, INDECOSA-CGT et syndicaliste CGT Santé

Jean Paul Barnaud, Pdt INDECOSA -CGT Loire

Gérard Casolari, André Cheinet et Annie Sicard, INDECOSA-CGT Var

Marie-Noëlle Simon, Pdte INDECOSA-CGT Gironde

Colette Huau, Conseillère INDECOSA-CGT Toulon

Didier Bourigault, militant CGT et INDECOSA-CGT Yonne

Philippe DUBOISSET, Pdt INDECOSA-CGT Allier

Loïc Daguzan, Pdt INDECOSA-CGT Paris

Alain Gaulon, Pdt CNL Val-de-Marne

Jacqueline Guénin, ancienne Pdte Amicale CNL Paris 18

Dominique Ben, Pdt du Collectif de Défense et de Développement des Services Publics du Douaisis

Pascal Savoldelli, Sénateur PCF du Val-de-Marne

Pierre Barros, Sénateur CRCE-K du Val d'Oise

Martine Billard, ancienne Députée, France Insoumise

Gilles Marinet – Secr. Section PCF de Capdenac-Gare (Aveyron)

Charles Beauchamp , Conseiller Départemental du Nord

Annie Lahmer, Conseillère Régionale IdF

Maryline Lucas , maire de Guesnain, Conseillère Départementale du Nord

Alain Bruneel , maire de Lewarde, ancien Député

Jean Jacques Candelier , Maire de Bruille-lez-Marchiennes, ancien Député

André De Ubéda, Conseiller municipal Toulon